

Alger, avant la décadence (3^e partie)

Quand je monte à Alger de temps à autre, j'en profite toujours pour aller humer l'atmosphère, si chère à ma jeunesse, de ces vieux quartiers où je ne retrouve, malheureusement, que très rarement les traces de cette joie de vivre qui a été défigurée, à l'image de ces cafés maures typiques transformés en fast-foods ou en succursales trabendistes ! J'aimais bien l'ambiance de ces cafés où le sourire était sur toutes les lèvres et où les jeunes vouaient un respect illimité aux personnes âgées qui étaient considérées comme des puits de savoir et des monuments de moralité. On apprenait chez eux tant de choses et on était émerveillés par leur sagesse. Aujourd'hui, la course vers la richesse à tout prix a dessiné sur les gueules un rictus effrayant. Mais, heureusement, qu'il existe encore des retraités paisibles qui donnent l'impression d'être les hommes les plus riches de la capitale.

Avec ces vieux compagnons des années lumineuses de l'Algérie paisible qui se construisait fraternellement et au profit de la majorité, nous évoquons des tas de souvenirs. Ces hommes ont été des bâtisseurs, des rêveurs qui ont permis à la jeunesse de l'époque de croire en son pays, d'avoir confiance en son avenir. Comprendra-t-on, enfin, que les Algériens d'il y a quarante ans avaient un grand espoir dans leur pays et qu'ils ne voulaient pas le quitter, malgré toutes les promesses de cet ailleurs miroitant de facilités et de luxe ? Parce qu'il faut aussi préciser que nous n'avions aucun complexe : nous rivalisions avec les meilleurs. Un exemple : le bac algérien était plus difficile que le bac français et était reconnu partout.

Ces vieux qui ont bâti un pays dans les moments difficiles, se sacrifiant avec un esprit révolutionnaire qui était encore tenace, vivent aujourd'hui avec de minables retraites, des sommes

dérisoires que le parvenu hisse par le trabendisme aux cimes d'une richesse douteuse bouffe en une matinée ! J'ai souri et j'ai pleuré lorsque j'ai vu cette annonce : «Les retraites revues à la hausse !» Souri parce que je n'avais pas encore lu le texte. Pleuré parce qu'il s'agissait de 4% d'augmentation ! Comme beaucoup de mes anciens amis touchent des retraites de 15 000 DA, j'ai calculé cette fameuse augmentation : 400 DA pour les premiers et 600 pour les seconds. Le petit sac de semoule, qui coûtait 750 DA il y a une année, vaut aujourd'hui 1 500 DA ! Alors, Messieurs, franchement, vous vous f... de qui ? Nous allons utiliser un langage que vous comprendrez mieux : que peut-on faire avec 4 euros ? Mais, au fond, je suis content pour mes amis, parce que j'ai retrouvé chez eux ce sourire beau comme l'Algérie de leur espoir et j'ai décelé dans leurs paroles une grande liberté de ton, une franchise et un courage que n'ont pas les courtisans, obligés de se baisser pour ramasser les miettes que leur jettent leurs maîtres.

Mes amis ont des fins de mois difficiles, mais lorsqu'ils marchent, ils ont la tête haute ! Ils ne veulent pas parler de politique, mais si vous les poussez à le faire, ils n'auront pas assez de mots durs envers ceux qui ont mené la grande révolution algérienne au néant visible dans nos rues, avant d'être scientifiquement évalué dans les sondages et les classements qui nous ridiculisent ! Mais, ce qui chagrine le plus mes amis, est le fait que de jeunes journalistes, n'ayant pas vécu cette époque de lumière qui fut d'une fécondité incomparable à tous points de vue, — Kateb Yacine critiquait vertement le pouvoir, mais personne ne l'avait empêché de diriger une coopérative de théâtre à Sidi Bel-Abbès et ses pièces étaient jouées partout en Algérie, le saviez-vous, M^{me} Khalida Toumi ? — ; ce qui

chagrine mes amis est le fait que certains jeunes journalistes mettent leurs plumes au service des revanchards et des nostalgiques de l'Algérie française en faisant des bilans globaux sur les fameuses 50 années de «dictature» et de «mauvaise gestion». Les époques qui ont jalonné ces quatre décennies ne sont pas d'une égale valeur : il faut savoir rendre hommage aux patriotes sincères. Comme il faut, aussi, pointer un doigt accusateur sur ceux qui ont creusé le tombeau de nos rêves et ceux qui ont fait passer le bulldozer de l'ultralibéralisme sur cette même sépulture.

Au cours de ce même voyage à Alger, j'ai été sidéré d'apprendre que les services qui ont remplacé la SM ont maintenant leurs hommes de main dans beaucoup de quotidiens dits indépendants ! Elle est belle votre «démocratie» ! De mon temps, du temps de la «dictature», du parti unique et de tout ce que voulez, le journal *El Moudjahid* avait une seule tutelle : le ministère de l'Information ! Et les braves agents de la SM devaient épier nos discussions au Palma ou au Tahiti pour faire leurs rapports. Un jour, le défunt et tonitruant Rachid Maouche, alors secrétaire général de la section syndicale d'*El Moudjahid*, constatant qu'un gars, assis à une table mitoyenne, au bistrot L'Europe, suivait attentivement tout ce que nous disions, se leva et l'interpella : «Monsieur, si ce que nous disons vous intéresse, venez-vous asseoir à notre table, votre rapport sera plus complet ! Nous pouvons même vous aider à le rédiger !» Plus tard, du temps de Chadli, il y eut les fameux BSP, mais c'étaient des personnes connues et cela n'avait rien à voir avec le «secret» des agents. Nous avions également une cellule du FLN, mais son chef ne réussit jamais à nous vendre ses cartes de militant ! Nous défendions, avec l'opiniâtreté des

résistants, l'honneur des incorruptibles et, parfois aussi, avec l'enthousiasme excité des agitateurs, une ligne révolutionnaire et socialiste en laquelle nous croyions ! Nous étions les enfants de la Révolution, pas les hommes de paille de la SM ou des manipulateurs au service d'officines obscures rattachées à des intérêts occultes ! Nous ne fricotons pas avec ces milieux-là ! Alors, presse indépendante de mon pays, qu'as-tu à reprocher à ceux qui ne mangeaient pas du pain qui nourrit, aujourd'hui, beaucoup de tes titres ? Nous avions toujours agi en notre âme et conscience. Certes, la censure s'exerçait (quel est le titre qui ne la pratique pas aujourd'hui ?) et j'ai perdu mon poste de chef de la rubrique «Magazine», en 1983, pour avoir publié une photo illustrant la pénurie d'eau à Alger. L'ordre serait venu de la Présidence, m'a-t-on dit. D'autres confrères, de tendance «pagsiste», voyaient leurs papiers charcutés, mais on était loin du goulag.

Plus tard, nous avons continué à dire non à la répression contre les rédacteurs, comme ce fut le cas dans l'affaire des journalistes d'*El Chaâb* renvoyés par leur directeur, affaire qui me poussa à claquer la porte de l'UJA, laissant le secrétaire général et son adjoint ahuris, ou dans celle dite de Malika Abdelaziz (interdite d'écriture à *Algérie Actualité*) à laquelle nous avions réagi par une pétition très dure... Aussi bien à la section syndicale de l'UGTA qu'au sein de l'Union des journalistes algériens, ou encore dans les commissions paritaires, nous avons lutté inlassablement pour arracher des droits inimaginables aujourd'hui !

La «dictature» ne nous imposait pas le silence et n'essayait pas de nous corrompre, lorsque nous défendions les classes laborieuses, par l'écrit et les actes. Nous avions collé des affiches dans les rues d'Alger



Par Maamar FARAH
maamarfarah20@yahoo.fr

pour appeler les citoyens à participer en masse aux opérations de volontariat et toi, cher lecteur d'Alger et d'ailleurs, si un jour tu te mets à l'ombre d'un arbre majestueux pour fuir la canicule, sache qu'il y a de fortes chances pour qu'il ait été planté par un médecin, une infirmière, une enseignante ou un pompier. Chaque dimanche (eh oui, c'était le samedi-dimanche !), les travailleurs d'un secteur allaient massivement au reboisement, dans cette ambiance familiale et festive qui nous manque tant aujourd'hui ! Nous n'étions pas parfaits. Nous avions nos faiblesses, nos petites lâchetés et nos reculs, et nous avons certainement beaucoup de choses à nous reprocher, mais le parti unique et la SM n'avaient jamais, au grand jamais, interféré dans notre travail (je parle de la période allant de 1970 à 1979). Nous étions de vrais professionnels au service d'une cause, celle des classes laborieuses et nos ennemis étaient les ennemis et les exploiters de ces classes.

M. F.
(À suivre)

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

Tunisie, la démocratie confisquée ?

«La religion a investi massivement le champ du débat social et politique», estime, dans un entretien au quotidien *La Presse*, Yadh Ben Achour, ancien président de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution. «Mais je peux vous dire que dans le contexte qui est le nôtre et avec les menaces qui pèsent aujourd'hui constamment et quotidiennement sur les libertés, nous ouvrons la voie à toutes les dérives possibles et imaginables. Oui, nous risquons dans peu de temps de nous retrouver dans une dictature pire que celle de Ben Ali, une dictature théocratique. Oui, nous risquons de perdre l'un des acquis les plus chers de la révolution : la liberté d'expression», prévient-il.

Dans la Tunisie d'aujourd'hui, derrière la violence médiatisée des salafistes — agressions et menaces contre les femmes, les artistes, saccages d'expositions et de débits de boissons alcoolisées — se profile une reprise en main politico-institutionnelle de l'Etat et de la société par le parti Ennahdha. Ainsi, en plus la loi punissant les atteintes au «sacré», d'un article constitutionnel visant à remettre en cause les droits acquis des femmes, le parti de Ghanouchi, qui a accaparé les rouages de l'Etat, a entrepris

de mettre au pas les médias publics sous prétexte d'assainir un secteur encore aux mains de gens ayant «collaboré» avec l'ex-régime de Ben Ali. Des patrons de presse, des journalistes ont été dégomés quand ils ne sont pas placardisés. Une émission de télé de Etounsiya suspendue et son directeur incarcéré. Pis, selon le site en ligne tunisien Kapitalis, Lotfi Zitoun, conseiller du Premier ministre Hamadi Jebali, aurait été chargé de confectionner des dossiers pour mettre au pas journalistes et médias anti-Ennahdha. Et ce, sans compter le cas de l'ex-conseiller du président Marzouki, Ayoub Messaoudi, objet de poursuites judiciaires pour diffamation de l'armée et interdit de quitter le territoire. Le parti au pouvoir se défend de vouloir mettre au pas la Tunisie et menacer les libertés. Aux critiques et manifestations des journalistes inquiets pour le devenir de la liberté de la presse, il les invite, trouvaille unique au Maghreb et dans le monde arabe, à «nettoyer» eux-mêmes les médias qui les emploient ! Les femmes qui protestent contre les tentatives de remise en cause du code de statut personnel ? Une minorité, des bourgeoises, selon Ennahdha, lequel a d'ailleurs mis en place sa propre organisation de femmes pour contrer

l'Association des femmes démocrates tunisiennes. En outre, le parti islamiste accuse ses adversaires d'appeler l'armée à mettre fin au processus de transition. Et puisque cela ne suffit pas, il sort l'artillerie lourde. Ce vendredi, jour de grande prière, ses militants et sympathisants sont appelés à manifester massivement leur soutien au gouvernement de Hamadi Jebali. Tout se passe dans la Tunisie d'aujourd'hui comme si le gouvernement islamiste tente de détourner l'attention de la population de ses véritables préoccupations. Ainsi, au lieu d'apporter des réponses aux problèmes qui se posent — un chômage qui se développe, une pauvreté en progression, un pouvoir d'achat en nette baisse, une pénurie alimentaire, sur fond de hausse de prix, touchant de nombreux produits — les islamistes au pouvoir font dans la diversion, en tentant de retourner la colère des Tunisiens contre les femmes, les artistes, les intellectuels, les journalistes et les syndicalistes. Ces derniers sont accusés d'empêcher le gouvernement de «travailler» en multipliant les «faux problèmes». Et ce, tout en faisant montre d'un laxisme suspect à l'endroit des dérives salafistes. En bref, dans ce contexte de dégradation socio-politique, certains démo-



Par Hassane Zerrouky

crates tunisiens craignent, à juste titre, un scénario à l'égyptienne. Sur fond de désunion des forces progressistes et démocratiques, Ennahdha, qui bénéficie déjà du soutien de petites formations siégeant dans l'Assemblée constituante, tisse sa toile, pour imposer une Constitution conforme à ses visées stratégiques, et compte s'allier dans une seconde étape aux salafistes et résidus de l'ex-régime de Ben Ali, pour la faire adopter par référendum.

H. Z.